

# Le féminisme et les politiques d'empowerment dans le développement international

CAROLE BIEWENER, PHD\*

MARIE-HÉLÈNE BACQUÉ, PHD\*\*

**A** la fin du XX<sup>e</sup> siècle, le terme *empowerment* est entré dans le discours dominant sur le développement international. Pourtant, ses origines proviennent, dans une large mesure, des féministes appartenant à des organisations non gouvernementales (ONG) dans tout l'hémisphère sud qui, au cours des années 1970 et 1980, travaillaient à la promotion de modes de développements alternatifs en même temps qu'à la « libération des femmes<sup>1</sup> ». Un travail considérable s'est attaché à analyser de façon critique l'intégration de l'*empowerment* dans ce discours international, et à en analyser les effets sur la signification même de cette notion et sur son utilisation<sup>2</sup>. Contrairement à ceux qui soutiennent que les institutions internationales de développement « ont retiré tout son pouvoir à l'*empowerment* », nous affirmons que cette intégration a permis d'imaginer des formes importantes de pouvoir - des formes qui permettent certains types particuliers de subjectivité conduisant à une « dépolitisation », notion

---

\*Carole Biewener est professeure de sciences économiques et d'études féminines et de genre à *Simmons College* à Boston, Massachusetts. Ses recherches et ses écrits ont traité des politiques financières du gouvernement socialiste en France dans les années 1980, des programmes de développement communautaire et d'économie sociale aux États-Unis et au Canada et des débats qui touchent aussi bien le féminisme poststructuraliste que le marxisme postmoderne. Elle a également entrepris un projet de recherche commun à long terme avec sa coauteure, Marie-Hélène Bacqué, sur la généalogie du terme *empowerment* dans les domaines du genre et du développement, de la politique urbaine et de l'action sociale, aboutissant à plusieurs articles publiés dans des revues et un livre intitulé *L'Empowerment, une pratique émancipatrice* (La Découverte, 2013). Les recherches actuelles du professeur Biewener adressent le genre et l'économie politique de l'alimentation.

\*\*Marie-Hélène Bacqué est professeure d'études urbaines à l'Université de Paris Ouest-Nanterre-La Défense. Elle est affiliée à l'UMR LOUEST (CNRS), un centre interdisciplinaire d'études et de recherches urbaines. Elle a servi comme directrice du laboratoire de recherche Mosaïques-LAVUE de 2009 à 2014. Elle a mené des recherches et publié de nombreux ouvrages sur les formes de démocratie urbaine dans les villes françaises et nord-américaines, en particulier dans les quartiers défavorisés. Plus récemment, la docteure Bacqué a étudié les origines des approches participatives et a coédité deux ouvrages dans ce domaine, *La démocratie participative inachevée: genèse, adaptations et diffusion* (Éditions Yves Michel, 2010) et *La démocratie participative : histoire et généalogie* (La Découverte, 2011).

entendue ici dans le sens que lui donne Wendy Brown dans son ouvrage sur le néolibéralisme et la dé-démocratisation<sup>3</sup>. Nous soutenons également que, bien que le discours dominant sur l'*empowerment* ait contribué à une normalisation et à un assujettissement de cette notion dans une perspective libérale, il laisse place à des différences significatives d'interprétation qu'il est important de mettre en lumière. Dans cet article, nous retraçons l'émergence du discours sur l'*empowerment* au sein de la Banque mondiale (BM), identifiant une orientation néolibérale dans laquelle l'*empowerment* est lié au choix rationnel individuel, à la productivité, à l'investissement, à l'économie de marché et à l'esprit d'entreprise, et, plus récemment, une orientation social-libérale qui appréhende l'*empowerment* en termes de gouvernance, de réduction de la pauvreté, d'égalité des chances, de capacités et « de choix efficaces reposant sur l'actif<sup>4</sup> ». Nous comparons ces deux projets libéraux d'*empowerment* à l'approche de la gauche féministe qui s'est développée à partir de l'activisme communautaire en Asie du Sud. En revenant sur les tensions inhérentes au projet radical d'*empowerment* et sur les défis clés ainsi posés aux féministes, nous concluons, en défendant que, dans le contexte actuel où les puissantes conceptualisations libérales ont pris une place centrale, il est particulièrement important pour les féministes de poursuivre une « politique post capitaliste » qui lie l'*empowerment* à des visions alternatives, non capitalistes de l'économie<sup>5</sup>.

Depuis sa création au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le mot *empowerment* a été utilisé dans deux sens différents. D'une part, reflétant ses lointaines origines, il signifie que le pouvoir a été « donné », « investi » ou « autorisé » par une autorité supérieure (telles que l'état ou une institution religieuse). D'autre part, dans son usage contemporain datant du milieu des années 1970, il peut désigner un processus par lequel des individus développent leur capacité d'agir et d'acquérir un pouvoir. En tant que tel, il est considéré comme quelque chose que des personnes développent d'elles-mêmes. Dans cette dernière acception, le terme est arrivé à maturité à une période où les synergies et tensions mondiales/locales ont pris de l'importance (durant les années 1970 et 1980). Son adoption par l'ensemble des courants politiques témoigne d'une convergence autour de l'idée que les instances locales et/ou individuelles de pouvoir seraient des éléments cruciaux à la réalisation de tout projet social. Elle exprime également une réaction partagée à l'autorité d'institutions hiérarchisées et bureaucratiques, ainsi qu'une évolution vers des projets émancipateurs fondés sur une vision d'auto actualisation et/ou d'autodétermination. Ainsi, l'*empowerment* comme incarnation d'une vision du changement social ancrée localement » ou « ascendante » est également venu à maturité à une période où les questions relatives à l'*agency*, à la subjectivité et à l'identité ont explosé sur la scène sociale et politique. En examinant l'émergence des différentes approches de l'*empowerment*, celle de la gauche féministe, l'approche néolibérale et l'approche

social-libérale, nous sommes en mesure de comprendre les alternatives politiques en jeu dans ces différents projets, ainsi que les différentes conceptualisations de l'*agency*, de la subjectivité et du pouvoir.

### En partant de la « base » : l'*empowerment* comme approche féministe alternative du développement

Le terme *empowerment* a commencé à être employé par des féministes travaillant dans des groupes communautaires et dans des ONG en Asie du Sud au milieu des années 1970<sup>6</sup>. Comme le note Banarjee, en Inde, « le concept d'*empowerment* des femmes est le produit du mouvement féministe de l'après-1975<sup>7</sup> ». Vers le milieu des années 1980, le gouvernement indien avait adopté « l'*empowerment* organisationnel issu de la base » dans le cadre de son programme de planification du développement rural. Parallèlement, une « approche d'*empowerment* » en matière de développement spécifiquement féministe a émergé sur la scène internationale au milieu des années 1980, grâce au travail de l'un des premiers réseaux féministes transnationaux, le projet *Development Alternatives with Women for a New Era* (DAWN).

En Asie du Sud dans les années 1970, les féministes avaient réagi contre l'approche gouvernementale descendante d'aide sociale en direction des femmes mise en œuvre dans le cadre des politiques de développement, tout en s'employant à briser les « chaînes mentales » des femmes<sup>8</sup>. En Inde, les féministes ont cherché à transformer la signification du mot *empowerment* en considérant les femmes comme des individualités possédant une force intérieure » ou « la force d'être elle-même », plutôt que des « bénéficiaires » ayant besoin d'« aide sociale et d'argent pour se sentir mieux<sup>9</sup> ». De la même façon que, à la même époque, le mouvement des femmes battues aux Etats-Unis, les féministes d'Asie du Sud s'organisèrent contre la violence conjugale, le viol, le système de la dot, le *sati* (les droits de reproduction) ; elles défendirent l'idée que l'*empowerment* comporte une dimension intérieure subjective qui permet aux femmes de trouver leur place dans le monde qui les entoure<sup>10</sup>. Pour elles, l'*empowerment* « représentait un processus d'acquisition d'un sentiment d'identité formulé en termes d'estime de soi et d'égalité... Tant que les femmes ne s'estiment pas dignes de droits, elles ne vont pas être émancipées<sup>11</sup> ». Ainsi, dans toute l'Asie du Sud, les interprétations féministes de l'*empowerment* insistèrent sur l'importance de la reconnaissance et du développement chez les femmes du sentiment d'identité et d'*agency* par un processus de prise de conscience, ou *conscientisation*<sup>12</sup>.

Cet activisme féministe a contribué à l'adoption par le gouvernement indien d'« une approche organisationnelle induite » pour le développement des femmes en milieu rural qui a fait évoluer l'approche gouvernementale de l'*empowerment* vers une orientation plus « ancrée localement<sup>13</sup> ». Vers le milieu des années 1980, une nouvelle définition de l'*empowerment* a émergé dans les sphères de la planification du gouvernement indien, orientée vers l'«*empowerment* à la base » des femmes défavorisées, largement en milieu rural, via la réflexion collective, la participation et l'auto-organisation du groupe<sup>14</sup>.

Au milieu des années 1980, le terme *empowerment* avait également acquis une reconnaissance politique et économique internationale plus large lorsque, à l'occasion du forum des ONG de la deuxième Conférence mondiale sur les femmes de l'ONU à Nairobi, au Kenya, des « chercheuses en sciences sociales du Tiers Monde », firent circuler un document plate-forme définissant dans ses grandes lignes une approche alternative de développement ; il s'agissait du projet DAWN, qui en était alors à ses balbutiements<sup>15</sup>. Ce « manifeste » largement discuté a fourni une critique des programmes conventionnels de développement et a proposé un « paradigme » féministe alternatif dans lequel l'*empowerment* des femmes figurait en bonne place. Il a ensuite été publié en 1987, dans ce qui allait devenir un ouvrage bien connu, *Development, Crises, and Alternative Visions. Third World Women's Perspectives*<sup>16</sup>. Le projet DAWN lui-même s'est institutionnalisé comme un « réseau de militantes, de chercheuses et de décideurs politiques » du « Tiers Monde », s'engageant dans ce que Mary Hawkesworth a caractérisé de « politique de l'information<sup>17</sup> ».

Cet ouvrage, dédié à « un processus continu d'*empowerment* des femmes », est remarquable à plusieurs égards<sup>18</sup> :

- Écrit par des militantes féministes, des universitaires et des décideurs politiques de l'hémisphère Sud, il a associé le travail à la base qu'un grand nombre de ces femmes connaissaient bien ou pratiquaient, à une analyse et une critique macroéconomiques, montrant comment les pratiques néolibérales de développement avaient aggravé la situation des femmes dans le monde entier, entraînant une crise alimentaire en Afrique, une crise de la dette en Amérique latine, une crise de la pauvreté en Asie du Sud et la montée du militarisme dans les îles du Pacifique.
- Il a présenté une vision alternative féministe de gauche du « développement autonome et équitable » orientée vers la satisfaction des besoins fondamentaux de la population. À ce titre, il a critiqué l'approche « intégrationniste » de la perspective libérale des « femmes dans le développement » qui suppose implicitement que « le principal problème des femmes dans le Tiers Monde

serait une participation insuffisante au processus par ailleurs positif de croissance et de développement<sup>19</sup> ». En outre, il a défendu un changement structurel et systémique de sorte que « l'inégalité fondée sur la classe, le sexe et la race disparaisse dans tous les pays et dans les rapports entre pays<sup>20</sup> ».

- Le livre soutient que ce n'est qu'en prenant le point de vue des femmes du Tiers Monde en proie à la pauvreté qu'on peut arriver à une bonne compréhension du développement et être en mesure de façonner des solutions de rechange efficaces.
- Il présente l'*empowerment* et l'auto-organisation des femmes comme nécessaires pour la réalisation de tels développements alternatifs<sup>21</sup>.

L'approche alternative de l'*empowerment* de DAWN a acquis par la suite une grande notoriété dans les sphères plus classiques du développement grâce à la publication en 1989 d'un article influent de la socio-anthropologue Caroline Moser dans la très respectée revue *World Development*<sup>22</sup>. On pouvait trouver dans les années 1990 des références à l'*empowerment* dans la littérature sur le développement publiée dans le monde entier.

Compte tenu de l'ancrage local de celles qui travaillent à « l'*empowerment* des femmes », ainsi que de la diversité considérable des régions et des contextes, on observe des différences dans les façons dont l'*empowerment* a été décrit et mis en oeuvre<sup>23</sup>. Mais en général l'*empowerment* féministe a été compris comme un *processus* impliquant l'auto-organisation des femmes, de façon à leur permettre de se mobiliser dans une perspective de changement social et de transformation des « structures de subordination » et de les libérer de l'asservissement. En tant que tel, l'*empowerment* féministe nécessite un travail au niveau individuel ainsi qu'aux niveaux organisationnel et social. Il implique l'articulation d'au moins trois dimensions différentes :

1. un niveau interne, psychologique ou subjectif de l'*empowerment* dans lequel le « pouvoir intérieur » d'une personne et le « pouvoir d'agir » au niveau individuel sont développés,
2. un niveau interpersonnel et organisationnel par lequel un « pouvoir avec » et un « pouvoir sur » sont cultivés et enfin
3. un niveau politique ou social où le changement institutionnel et/ou structurel est rendu possible par une action collective<sup>24</sup>.

Comme l'a écrit Srilatha Batliwala, une travailleuse sociale et militante féministe indienne :

Des transformations radicales dans la société ne peuvent être atteintes à travers les luttes des collectifs de femmes dans les villages ou les quartiers... En dernière

analyse, pour transformer la société, l'*empowerment* des femmes doit devenir une force politique, c'est-à-dire un mouvement de masse organisé qui remette en question et transforme les structures de pouvoir existantes. L'*empowerment* devrait aboutir à terme à la formation d'organisations de masse de femmes démunies, aux niveaux régional, national et international<sup>25</sup>.

L'*empowerment* féministe a donc été fondamentalement compris comme un processus multiforme qui traite explicitement des rapports de force sociaux et de l'inégalité, et qui permet la transformation sociale sur la base de l'auto-organisation des femmes. En outre, s'exprimant en réaction aux approches descendantes fondées sur l'assistance et au projet néolibéral du développement en direction des femmes, ce projet féministe transnational de changement social a été lié à une vision alternative et non capitaliste du développement.

### L'*empowerment* rejoint le courant dominant

Ayant surgi dans le contexte d'un projet de sensibilisation féministe, de développement alternatif et de changement social issu de la base, l'*empowerment* a été rapidement diffusé au sein de la communauté internationale du développement au point de devenir, au milieu des années 1990, une expression à la mode qui, à bien des égards, a été domestiquée ou normalisée selon des critères économiques et politiques libéraux<sup>26</sup>. Pourtant, cette intégration du discours sur l'*empowerment* ne s'est pas traduite par une formulation monolithique ou unique. Au moins deux visions du libéralisme sont en jeu *au sein* du discours dominant des institutions: le néolibéralisme et le libéralisme social. Nous examinons ici le tournant que constitue dans la Banque mondiale l'intégration du vocabulaire de l'*empowerment* pour illustrer ces différents discours, et pour les comparer avec l'approche féministe de gauche de l'*empowerment*<sup>27</sup>.

#### ***Le Consensus de Washington, le néolibéralisme et l'empowerment comme une « économie intelligente »***

Il est largement admis que la politique et les pratiques de la Banque mondiale (BM) étaient imprégnées d'une orientation néolibérale pendant la période du Consensus de Washington, du début des années 1980 à la première moitié des années 1990. Ainsi, les féministes, qui ont travaillé assidûment au sein de la BM pour intégrer l'*empowerment* et, plus généralement, la prise en compte des questions de genre devaient donc « présenter une analyse de rentabilisation » ou « justifier économiquement l'investissement dans l'égalité des sexes » en mettant l'accent sur l'« évaluation des résultats » et sur une « gestion axée sur les résultats<sup>28</sup> ».

Ces arguments fondés sur l'efficacité avaient tendance à définir l'*empowerment* à partir de critères étroits, individualistes et statiques tels que les pouvoirs accrus de décision pour les femmes au sein du ménage, une plus grande implication aux activités marchandes, une plus grande mobilité ou une capacité de générer plus de revenus. De tels indicateurs mesurent les aspects de « d'*empowerment* individuel », contrairement à l'*empowerment* social, politique ou collectif<sup>29</sup>. Cette approche néolibérale de l'*empowerment* a conduit à une instrumentalisation du terme et s'est révélée plus efficace pour générer des investissements en « capital humain » dans les domaines de la santé et de l'éducation des femmes (cours d'alphabétisation et l'acquisition de compétences monnayables), ainsi que le microcrédit et le développement de petites entreprises, tout en imposant à court terme des impératifs de « rendement sur les investissements<sup>30</sup> ».

La vigueur d'une telle perspective néolibérale de l'*empowerment* au sein de la BM est attestée par le *Gender Action Plan* quadriennal lancé en 2007 par son président d'alors, Robert Zoellick. L'« égalité des sexes » étant proclamée être un « atout pour l'économie », le plan visait à « l'*empowerment* des femmes » en « accroissant leur accès à la propriété foncière, la participation au marché du travail, à l'agriculture, aux infrastructures et aux institutions financières<sup>31</sup> ». Il a également orienté les projets de l'IFD de la BM vers le développement du secteur privé et la formation professionnelle et en l'éloignant « des “suspects habituels” dans l'action genre et développement de la Banque, c'est-à-dire de l'Association internationale du développement, des projets relatifs à la santé reproductive ou de ceux de la lutte contre l'indigence dans les secteurs sociaux<sup>32</sup> ». En outre, la Société financière internationale, qui est l'institution de la BM responsable de la promotion des opérations de développement du secteur privé, a émergé comme l'acteur clé, chargé de la mise en œuvre du *Gender Action Plan* ; elle a développé des partenariats avec des sociétés comme Nike, pour entreprendre des activités financées par la Banque dans les domaines de la formation professionnelle et de l'octroi de crédits. Comme l'a expliqué Zoellick,

*l'empowerment* des femmes est un atout pour l'économie...

Malgré les gains enregistrés dans les domaines de la santé et de l'éducation, les progrès quant aux opportunités offertes aux femmes sont insuffisants. Les femmes sont en retard sur les hommes en termes de présence sur le marché du travail, d'accès au crédit, de taux d'entrepreneuriat, de droit de succession et d'accès à la propriété foncière, ainsi que sur les revenus.

Cette économie n'est ni équitable ni intelligente et, en fait, les études montrent que les investissements à l'intention des femmes produisent de grandes retombées économiques et sociales<sup>33</sup>.

Manifestement, une rationalité néolibérale a été bel et bien été vivante au sein de la BM, une rationalité qui rattache l'*empowerment* à l'efficacité, la croissance économique, la productivité, l'investissement, au libre marché, à l'entrepreneuriat et au choix rationnel individuel.

***Le Consensus post-Washington, le social-libéralisme et l'empowerment comme forme d'« autonomisation efficace »***

En dépit de la présence continue d'une telle vision de l'*empowerment* néolibérale, instrumentale et orientée vers le marché, à la BM, dans d'autres domaines de la politique et de la recherche de la Banque, une perspective plus large a été développée. Elle incorporait le souci de traiter des conditions sociales nécessaires au développement et à la croissance économiques et la prise en compte du contexte institutionnel indispensable pour permettre l'*empowerment* individuel via une agency « efficace » ou « résolue ». L'*empowerment* en général et « l'*empowerment* des femmes » en particulier sont considérés ici comme importants pour des raisons intrinsèques aussi bien qu'instrumentales.

Comme beaucoup l'ont noté, l'attention croissante de la Banque mondiale aux relations entre les sexes, à l'*empowerment* et à la participation à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, se comprend dans le contexte de critiques généralisées et de mobilisations contre les politiques d'ajustement structurel qui ont échoué dans l'hémisphère sud et contre la « thérapie de choc » en Europe de l'Est. La prise de conscience croissante des résultats problématiques liés aux marchés libres non réglementés a conduit à un « consensus post-Washington », codifié à bien des égards par le Cadre de développement intégré (CDI) du président de l'époque, James Wolfensohn, et rendu opérationnel par la suite dans les Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). L'initiative du DSRP a été caractérisée de « régime néolibéral inclusif de développement » puisqu'elle est fondée « autour d'un certain nombre de normes et de principes d'inclusion, telles que la réduction de la pauvreté, l'*empowerment* et la sécurité économique », tout en privilégiant la privatisation, la déréglementation des marchés et les politiques macroéconomiques d'austérité traditionnelles<sup>34</sup>.

Bien que certains aient fait valoir que la privatisation et la libéralisation économique néolibérales restaient au premier plan de la DSRP, l'*empowerment* est présenté comme une condition de la « bonne gouvernance », condition pour que les aides soient effectivement distribuées dans un « bon » environnement institutionnel<sup>35</sup>. On peut réaliser l'*empowerment* des citoyens et la bonne gouvernance en éduquant les gens sur leurs « droits en tant que citoyens » et en leur offrant des systèmes formels de participation politique afin que les institutions gouverne-

mentales « soient tenues responsables<sup>36</sup> ». Sous la présidence de Paul Wolfowitz, la bonne gouvernance en vint à signifier non seulement que l'état a un rôle important à jouer, les gouvernements assumant le rôle de « complément aux marchés, menant des actions qui permettent à ceux-ci de mieux fonctionner et corrigeant leurs défaillances », mais également, de façon plus générale, qu'il existe une « combinaison d'institutions transparentes et responsables, de solides qualifications et compétences, et une volonté fondamentale de faire ce qu'il faut<sup>37</sup> ».

Peu de temps après l'apparition de l'*empowerment* comme un aspect essentiel de la bonne gouvernance dans les DSRP, la notion a été reprise plus largement dans le discours de la BM relatif aux stratégies de réduction de la pauvreté avec la publication de *The World Development Report 2000/2001: Attacking Poverty* et de *The Empowerment and Poverty Reduction. A Sourcebook*<sup>38</sup>. L'*empowerment* a été reconnu comme « l'un des trois piliers de la réduction de la pauvreté », et une section du *World Development Report* lui a été consacrée<sup>39</sup>.

En définissant l'*empowerment* comme « l'expansion des possibilités et des capacités des personnes défavorisées à participer aux activités, à négocier, à influencer, à contrôler et à responsabiliser les institutions qui affectent leur vie », la BM a avancé une vision du monde dans laquelle les nécessiteux doivent régler leur exclusion, leur marginalisation et leur dépendance en négociant de « meilleures conditions avec les commerçants, les financiers, les gouvernements et la société civile<sup>40</sup> ». En effet, l'approche de l'*empowerment* de la BM dans le domaine économique, vise principalement à permettre aux indigents de « sortir de la pauvreté » en « accumulant des ressources<sup>41</sup> ». *Empowerment in Practice. From Analysis to Implementation* (L'*empowerment* dans la pratique : de l'analyse à la mise en œuvre) est l'étude de la BM la plus approfondie à ce jour sur la théorie, la pratique et la mesure de l'*empowerment*<sup>42</sup>. L'*empowerment* est ici défini comme « le processus permettant d'améliorer la capacité d'un individu, ou de groupes, à faire des choix raisonnés et à les transformer en actions et résultats souhaités<sup>43</sup> ». Dans l'ensemble, la perspective mise en avant est celle d'une « *agency* fondée sur l'actif » et opérant dans « structure institutionnelle basée sur les possibilités<sup>44</sup> ».

L'étude de 2006 offre notamment un examen sophistiqué et extensif de l'*empowerment* qui s'écarte de la formulation du choix rationnel, caractérisant les perspectives néolibérales du libre marché. L'autonomisation des personnes s'entend comme fondée sur sa « dotation d'actifs » qui comprend des « actifs psychologiques, informationnels, organisationnels, matériels, sociaux, financiers et humains<sup>45</sup> ». S'appuyant sur des travaux féministes sur l'*empowerment*, l'étude postule que les actifs psychologiques sont considérés comme « particulièrement importants » parce que les « acteurs ont besoin d'un niveau élevé de conscience s'ils doivent traduire leurs actifs en choix, c'est-à-dire devenir des "agents"<sup>46</sup> ».

*L'Empowerment in Practice* donne aussi une certaine importance aux questions liées à l'inégalité de pouvoir. Reconnaisant qu'une « position de faiblesse dans les négociations » va limiter la capacité des individus à faire des choix efficaces, il note que les « rapports de force... doivent être pris au sérieux » si les pauvres doivent se frayer un chemin hors de la pauvreté<sup>47</sup>. Cette préoccupation se traduit généralement par un désir de favoriser des « règles plus équitables » et des « droits élargis » pour offrir une « structure de possibilités » qui permette aux gens de « transformer leur base d'actifs en autonomisation efficace<sup>48</sup> ».

Enfin, l'étude insiste aussi sur la valeur aussi bien intrinsèque qu'instrumentale de l'*empowerment*, présenté « comme un objectif en soi et comme un moteur du développement<sup>49</sup> ». L'importance intrinsèque de l'*empowerment* des femmes se retrouve dans le *World Development Report 2012: Gender Equality and Development*, avec l'« égalité des sexes » présentée comme un « objectif essentiel en soi », mais il est également considéré comme offrant des avantages instrumentaux liés à la répartition efficace des ressources humaines<sup>50</sup>.

À bien des égards, le *World Development Report 2012* illustre la présence très répandue à la BM d'une perspective sociale-libérale basée sur les capacités qui puise largement dans les travaux d'Amartya Sen, définissant le développement comme un « processus d'expansion des libertés dans une mesure égale à tout le monde<sup>51</sup> ». L'*empowerment* est ici aussi lié à l'« autonomisation » des femmes dans la mesure où les femmes sont habilitées à faire des choix efficaces. Le rapport analyse la façon dont les diverses « structures de possibilités » au sein de la communauté soit encouragent ou restreignent l'*empowerment* des femmes et, de ce fait, leur autonomisation ou « leur capacité de faire des choix qui conduisent aux résultats souhaités<sup>52</sup> ». Il analyse essentiellement les « goulets d'étranglement », les « obstacles », les « défaillances du marché » et les « contraintes institutionnelles » qui créent des règles du jeu inégales et empêchent les femmes de participer en autonomisation efficace. Il y a pourtant reconnu que « l'*empowerment* social et politique » des femmes est un élément important pour rendre les institutions plus représentatives et favoriser des changements de politiques publiques, aidant à forger des coalitions qui se mobilisent autour d'initiatives de réforme des sexes<sup>53</sup>.

Il est donc clair que le discours sur l'*empowerment* a connu au sein de la BM d'importants changements conceptuels qui se sont cristallisés autour de ce que nous appelons une approche sociale-libérale<sup>54</sup>. En effet, comme le note Molyneux, « Au cours de ces dernières années, il s'est dégagé dans les communautés du développement un consensus grandissant associant l'*empowerment* à des capacités accrues, ce qui a élargi les choix ou, pour reprendre la formule de Sen, reflète la liberté qu'a une personne de choisir entre différents modes de vie<sup>55</sup> ». Il reste cependant à mesurer à quel point cette perspective sociale-libérale d'*empowerment* est opéra-

tionnalisée dans les politiques et les programmes de la BM. Par exemple, bien que les DSRP incorporent un modeste programme de redistribution subventionnant l'accès à l'enseignement et aux services de santé pour les personnes les plus démunies, l'accent a été mis sur des projets orientés vers le développement des compétences, l'éducation, la génération de revenus et l'occupation par les femmes d'emplois rémunérés. En outre, plusieurs études de cas ont montré que l'*empowerment* a été mis en application d'une manière assez superficielle<sup>56</sup>.

### Les politiques d'*empowerment*

Que faire de cette intégration dans les discours dominants du vocabulaire de l'*empowerment* au cours des vingt dernières années, et quels défis pose aujourd'hui une telle normalisation pour une approche féministe et de gauche ?

À la BM, dans les deux approches néolibérale et sociale-libérale, l'*empowerment* prend sens dans un cadre libéral dont la vision émancipatrice est formulée en termes d'*agency* et de choix individuels, compris comme étant rationnels, résolus ou effectifs. Les deux types de projets libéraux abordent ainsi les dimensions subjectives du pouvoir et, de ce fait, permettent des formes particulières d'autonomisation et de subjectivité.

Dans la vision néolibérale, l'*empowerment* est conceptualisé en termes purement individualistes. L'autonomisation est interprétée comme la capacité de faire des choix rationnels maximisant les possibilités qui s'offrent d'améliorer son bien-être dans une économie compétitive de marché. De la même façon qu'au niveau micro, les gens seraient motivés par la promesse d'une récompense instrumentale de rendements plus élevés, au niveau macroéconomique, les projets d'*empowerment* sont évalués du point de vue de leur contribution à la création de ressources et à la croissance économique. L'*homo oeconomicus* est avancé comme la « norme de l'humain », et tout comportement individuel est ordonné par la rationalité économique<sup>57</sup>.

L'incorporation de l'*empowerment* dans le discours néolibéral du développement témoigne d'une transformation plus vaste, à laquelle elle contribue, des politiques du développement qui sont passées de ce que Boltanski et Chiapelli ont appelé la « modernisation de la production » dans l'après-guerre à une modernisation managériale à la fin du XX<sup>e</sup> siècle<sup>58</sup>. Le programme néolibéral est en effet un projet explicitement « constructiviste » qui tente de développer des formes d'auto gouvernance « modelé sur... un tissu social normatif d'intérêts personnels<sup>59</sup> ». En convertissant les problèmes politiques et sociaux en « termes de marché », le néolibéralisme « les convertit en problèmes individuels avec des solutions données par le marché » et, de ce fait, il contribue à une « dépolitisation » de la vie

sociale ainsi qu'à la prolifération des normes de citoyenneté et de participation basées sur la responsabilité individuelle<sup>60</sup>. Ici, la promesse émancipatrice de l'*empowerment*, de l'épanouissement personnel et de l'autodétermination est mobilisée au profit d'un projet qui encourage les actions de citoyens/ sujets tout en sapant la légitimité des revendications de justice sociale fondées sur les droit. Ces citoyens/ sujets agissent dans leur propre intérêt, responsables, autonomes et animés d'un esprit d'entreprise qui recherchent un bénéfice personnel<sup>61</sup>.

Ainsi, alors que la réalité de l'ordre mondial néolibéral est d'abord celle du salariat, cette idéologie du citoyen/sujet responsabilisé, animé de l'esprit d'entreprise en donne une autre vision : celle d'un monde économique où quiconque pourrait tirer parti des possibilités qu'offre le marché. Elle favorise ainsi une subjectivité et développe les capacités humaines qui servent à reproduire le capitalisme, au lieu de le transformer. Comme Wendy Brown l'a noté, « le modèle du citoyen néolibéral est celui qui élabore des stratégies pour elle/lui-même parmi les différentes options sociales, politiques et économiques, et non celui de quelqu'un qui s'efforcerait avec d'autres de modifier ou d'organiser ces options<sup>62</sup> ».

La perspective sociale-libérale se focalise aussi principalement sur l'amélioration du « pouvoir de » de l'individu, l'*empowerment* permettant une autonomisation « efficace » ou le « pouvoir de choisir ». À cet égard, l'approche social-libérale partage avec le néolibéralisme à la fois une vision individualisée de l'autonomisation et, simultanément, l'objectif d'amélioration des capacités au niveau individuel. Dans la mesure où on comprend l'autonomisation comme fondée sur la « dotation d'actifs », qu'ils soient matériels, sociaux et/ou psychologiques, le libéralisme social favorise aussi une mentalité individualisée et fondée sur la propriété, visant un comportement entrepreneurial basé sur la recherche d'opportunités.

La perspective social-libérale diffère cependant de la perspective néolibérale d'au moins trois points de vue importants. Tout d'abord, l'autonomie ou « la capacité d'envisager des options et de choisir à dessein », n'est pas supposée être un attribut inhérent à la nature humaine ; dans de nombreux cas, plutôt, il doit être construit, ce qui implique une « sensibilisation ». Deuxièmement, l'approche social-libérale accorde une plus grande importance au contexte dans lequel le choix individuel s'effectue. Elle reconnaît le rôle des institutions formelles et informelles en établissant des « règles du jeu » et en définissant des « structures de possibilités ». Elle situe également les « domaines d'*empowerment* » au delà du « marché », prenant en compte l'« état » et « la société<sup>63</sup> ». Troisièmement, alors que les approches néolibérales de l'*empowerment* sont avant tout préoccupées par la recherche de l'efficacité dans l'allocation des ressources, les perspectives sociales-libérales sont imprégnées d'une orientation égalitaire qui vise à lutter contre les inégalités sociales résultant de « règles du jeu inégales ».

En réponse à ces interprétations libérales de l'*empowerment*, les féministes ont distingué leur approche en mettant en avant qu'un « vrai » *empowerment* est un « processus sociopolitique » qui lie développement de la prise de conscience individuelle, de l'estime de soi, de la conscience critique et du renforcement des capacités avec un engagement collectif, avec la mobilisation politique et avec l'action sociale transformatrice<sup>64</sup>. Cette vision radicale englobe les multiples dimensions des formes individuelles, collectives et structurelles du pouvoir ; elle intègre une vision sociale explicitement émancipatrice ou libératrice ; et elle vise à favoriser les subjectivités radicales ou « identités de résistance » désireuses et capables de poursuivre un certain type d'agenda de transformation sociale<sup>65</sup>. L'approche féministe incorpore donc une dimension sociale en ce qui concerne à la fois les *objectifs* et le *processus d'empowerment* par des voies qui font défauts dans les versions sociale-libérale et néolibérale.

En termes d'objectifs, l'*empowerment* féministe est défini explicitement comme une transformation des conditions sociales qui remette en cause les formes structurelles, systémiques et/ou institutionnalisées de subordination, d'oppression et/ou d'exploitation. Les problèmes sociaux sont perçus comme « enracinés dans des structures qui reproduisent les inégalités de manière systématique », et « le changement ne peut venir que par la remise en question de ces structures<sup>66</sup> ». En terme de processus, se responsabiliser implique nécessairement la création de nouveaux sujets et acteurs qui ont développé une « conscience critique » et qui sont orientés vers l'organisation et la mobilisation pour engager des bouleversements sociaux radicaux ; elle implique aussi la formation de groupes ou de collectifs qui ont un « *empowerment* collectif » et une « identité sociale ou collective<sup>67</sup> ».

Pourtant, bien que l'accent mis par les féministes sur les dimensions sociales de l'*empowerment* distingue leur approche de façon significative, il soulève aussi plusieurs défis dont trois que nous examinons ici. Le premier concerne le processus d'*empowerment* : comment passer d'un « pouvoir intérieur » à un « pouvoir avec » et à un « pouvoir de » collectif ? L'*empowerment* féministe est en effet compris comme un long processus, difficile et non linéaire car il « nécessite des interventions de long terme pour briser les vieux schémas d'auto-dévaluation et de dépendance, pour encourager la construction de nouvelles personnalités et en même temps la compréhension réaliste du fonctionnement genré de la société, et l'élaboration de stratégies de changement<sup>68</sup> ». Dans cette quête, les féministes se sont inspirées de diverses technologies d'intervention, telles que la sensibilisation, la « conscientisation », l'éducation populaire et l'organisation communautaire. Ce faisant, de nombreux débats intéressants et épineux ont été soulevés au sein de la communauté des militantes féministes sur les questions du savoir et de la connaissance. Bien que l'approche féministe de l'*empowerment* affirme clairement l'im-

portance de la connaissance des conditions locales, de la nécessité de développer « la connaissance de soi et l'identité des femmes », une connaissance sans médiation n'est généralement pas jugée suffisante pour permettre l'*empowerment*<sup>69</sup>. Les « agents externes », les « organisations indépendantes de femmes », les « catalyseurs externes » ou les « institutions intermédiaires » sont souvent considérés nécessaires pour faciliter une transformation de l'identité et de la subjectivité et permettre aux femmes de développer le désir et les capacités d'organisation pour un changement social<sup>70</sup>.

Cela soulève une deuxième série de questions difficiles, sur le rôle des professionnels, des spécialistes et des institutions intermédiaires, telles que les ONG, dans le processus d'*empowerment* et sur la manière dont les méthodes de sensibilisation, des formations et des pratiques pédagogiques fonctionnent comme des technologies de gouvernance. À certains égards, la centralité de cette préoccupation sur le rôle des intermédiaires ou des agents externes est en partie liée à la façon dont les féministes appréhendent les sujets auxquels elles s'intéressent. Celles qui sont considérées comme marginalisées, opprimées et « privées de pouvoir » sont également perçues comme ayant dans une certaine mesure intériorisé leur oppression ou leur marginalisation. Une transformation psychologique serait alors nécessaire pour développer une conscience critique et un « pouvoir en elles » : « Les catalyseurs externes sont souvent critiqués... dans les situations où de *disempowerment* se manifeste comme un manque d'autonomie et de capacité organisationnelle<sup>71</sup> ».

Ceci nous amène à un troisième défi lié à l'objectif d'*empowerment* féministe : comment définir la « transformation sociale » ou le « changement social » ? D'une part, puisque l'*empowerment* est compris comme un processus d'autodétermination, beaucoup soutiennent que la signification de la transformation sociale, et la façon dont elle sera poursuivie, doivent naître du processus d'*empowerment* lui-même : « L'*empowerment* n'est pas quelque chose qui peut être fait ou accompli pour les femmes<sup>72</sup> ». Pourtant, d'un autre côté, puisque les féministes veulent s'attaquer aux formes structurelles du pouvoir et aux inégalités systémiques et institutionnalisées, le processus d'*empowerment* est compris comme nécessairement orienté vers le changement des conditions et de rapports sociaux oppressants et exploitants.

Pour dépasser cette tension, les féministes ont distingué les interventions qui traitent de la « condition », ou des « besoins pratiques du genre » des femmes, de celles plus transformatrices qui posent la question de la « position » ou les « besoins stratégiques du genre » des femmes<sup>73</sup>. Toutefois, la question de ce que serait une « vraie » transformation du statut social des femmes reste ouverte. Cette tension est inhérente à tout projet féministe d'*empowerment* (ce qui, pour nous, est une

bonne chose). Mais, face aux puissantes interprétations libérale et néolibérale de l'*empowerment*, nous maintenons qu'il est impératif pour les féministes de gauche de ne pas délaisser le terrain de l'économie. En effet, la focalisation sur le pouvoir du projet féministe d'*empowerment* a privilégié l'activité intellectuelle et politique autour des « droits des citoyens » et d'une « citoyenneté inclusive » au détriment des « droits économiques » et de comportements économiques alternatifs<sup>74</sup>. L'« approfondissement de la démocratie » et la « revendication de la citoyenneté » sont des aspects cruciaux de l'*empowerment*. Cependant, à moins que la citoyenneté et la démocratie se soient comprises de façon large et englobent les relations économiques, elles ne sont pas suffisantes pour permettre un changement social progressiste significatif dans un monde dans lequel la « société civile » est de plus en plus considérée comme une autre arène de « pratique de l'esprit d'entreprise », et dans lequel les pratiques et les processus économiques sont confondus avec « le marché », et dans lequel le travail non rémunéré des femmes, l'auto-emploi, le petit commerce et le salariat capitaliste servent à délimiter l'éventail des possibilités économiques offertes aux femmes<sup>75</sup>.

Les approches féministes de l'*empowerment* ont contribué à articuler une compréhension multidimensionnelle du pouvoir et des modalités selon lesquels il se manifeste et est exercé avec le développement de nouvelles méthodes participatives et de connaissances visant à fonder un projet féministe de transformation sociale radicale, partant de l'expérience des femmes ainsi que de leurs aspirations et de leur vision sociale. En outre, la théorisation et l'activisme féministes ont contribué à l'évolution de puissantes institutions, telles que la Banque mondiale, vers une approche plus égalitaire, sociale-libérale incorporant une certaine attention apportée à la façon dont les facteurs institutionnels et sociaux sont en jeu dans la formation de « l'efficacité de l'autonomisation<sup>76</sup> ».

Pourtant, à moins que les féministes n'arrivent à développer et à articuler aux questions de pouvoir une approche économique qui aille au delà du microcrédit, de l'auto-emploi ou même d'un emploi rémunéré « décent », nous ne serons pas en mesure de supplanter la vision de plus en plus hégémonique offerte par diverses formes dominantes de l'*empowerment*, qu'elles soient plutôt sociales-libérales ou néolibérales, qui servent à reproduire les rapports de classes capitalistes exploités.

Comme l'a observé Nancy Fraser, quand le féminisme « divorce de la critique du capitalisme », il peut être « disponible pour d'autres énoncés » qui, paradoxalement, peuvent renforcer l'exploitation de classe en « intensifiant la valorisation capitaliste du travail salarié<sup>77</sup> ». Ainsi, après Wendy Brown, nous soutenons que les féministes doivent « émanciper le secteur de la production » si nous « voulons viser autre chose que la démocratie libérale dans un ordre socio-économique capita-

liste<sup>78</sup> ». L'ouverture radicale qui caractérise l'approche féministe de l'*empowerment* et son investissement dans la promotion d'une « conscience critique », orientée vers des relations sociales justes et équitables, crée des espaces propices à la recherche de moyens par lesquels « l'auto-organisation des femmes » permet un « développement alternatif », comme en témoigna avec une telle éloquence et une telle vigueur le manifeste de DAWN de 1987. Cela nécessite une politique féministe qui « resocialise les relations économiques » en produisant et en cultivant des subjectivités et pratiques économiques ainsi que de nouveaux rapports sociaux non capitalistes<sup>79</sup>.

## Notes

1. Ce n'est pas avant le milieu des années 1970 que le mot « *empowerment* » s'est répandu en dehors des contextes religieux et administratif. Outre son emploi par des militantes féministes en Asie du Sud, le terme commença à être utilisé aux États-Unis au milieu des années 1970 par des travailleuses sociales et des psychologues communautaires (SOLOMAN, *Black Empowerment* ; Rappaport, « In praise of paradox » ; GUTIERREZ, « Ethnic Consciousness » ; BACQUÉ et BIEWENER, *L'empowerment, une pratique émancipatrice*). Il commença également à apparaître dans l'arène de la politique publique aux États-Unis, d'abord en 1977 avec un essai influent de BERGER, Peter et NEUHAUS, Richard, *To Empower People. From State to Civil Society*, et plus tard dans les années 1980, utilisé par les Républicains et l'Heritage Foundation, ce qui fut suivi par l'établissement par Jack Kemp d'un *Groupe de travail sur l'autonomisation économique* au sein de l'Administration républicaine Bush en 1990, avant la législation de 1993 de l'Administration démocrate Clinton sur les *Zones de responsabilisation*, BACQUÉ et BIEWENER, « Different manifestations of the concept of empowerment ».

2. ROWLANDS, Jo, « A Word of the Times, but What Does It Mean? Empowerment in the Discourse and Practice of Development », in *Women and Empowerment: Illustrations from the Third World*, éd. ASHFAR, Helen, New York : St. Martin's Press, 1998, pp. 11–34 ; ROWLANDS, Jo, « Empowerment Examined », in *Development and Social Diversity*, éd. EADE, Deborah, Oxford, Royaume Uni : Oxfam, 1996, pp. 86–92 ; PARPART, Jane, « Lessons from the Field: Rethinking Empowerment; Gender and Development from a Post-(Post?) Development Perspective », in *Feminist Post-Development Thought: Rethinking Modernity, Post Colonialism and Representation*, éd. SAUNDERS, Kriemild, Londres : Zed Books, 2002, pp. 41–56 ; CORNWALL, Andrea et BROCK, Karen, *Beyond Buzzwords: "Poverty Reduction", "Participation" and "Empowerment" in Development Policy*, Overarching Concerns, Programme Paper no. 10, Genève : United Nations Research Institute for Social Development [UNRISD], novembre 2005 ; EYBEN, Rosaline et NAPIER-MOORE, Rebecca, « Choosing Words with Care? Shifting Meanings of Women's Empowerment in International Development », *Third World Quarterly* 30, no. 2, 2009, pp. 285–300 ; et SARDENBERG, Cecilia, *Liberal vs. Liberating Empowerment: Conceptualising Women's Empowerment from a Latin American Feminist Perspective*, Pathways Working Paper 7, Brighton : Pathways of Women's Empowerment RPC, 2007.

3. BATLIWALA, Srilatha, « Taking the Power Out of Empowerment: An Experiential Account », *Development in Practice* 17, nos. 4–5, août 2007, pp. 557–65 ; BROWN, Wendy, « Neo-liberalism and the End of Liberal Democracy », *Theory and Event* 7, no. 1, 2003, pp. 1–19 ; et BROWN, Wendy, « American Nightmare: Neoliberalism, Neoconservatism and De-Democratization », *Political Theory* 34, no. 6, décembre 2006, pp. 690–714.

4. Le libéralisme social devint assez influent en tant que forme particulière de libéralisme pendant la période de l'après-deuxième guerre mondiale. Il diffère du libéralisme classique dans la mesure où il considère le bien de la collectivité comme s'harmonisant avec la liberté de la personne. Au lieu d'adopter l'approche

« laissez faire » des rapports économiques et sociaux du libéralisme classique, les sociaux libéraux accordent à l'État un rôle légitime dans la promotion des droits civils et la correction des iniquités sociales et économiques au moyen à la fois de la réglementation administrative et de programmes sociaux. Voir RICHARDSON, James L., *Contending Liberalisms in World Politics: Ideology and Power*, Boulder, CO : Lynne Rienner Publishers, 2001.

5. GIBSON-GRAHAM, J. K., *A Postcapitalist Politics*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 2006.

6. JAIN, Devaki, *Women's Quest for Power: Five Indian Case Studies*, Delhi : Vikas Publishing, 1980 ; BATLIWALA, Srilatha, *Women's Empowerment in South Asia: Concepts and Practices*, New Delhi : Food and Agricultural Organization, Asia South Pacific Bureau of Adult Education, 1993 ; BATLIWALA, Srilatha, « The Meaning of Women's Empowerment: New Concepts from Action », in *Population Policies Reconsidered: Health, Empowerment, and Rights*, éd. SEN, Gita, GERMAIN, Adrienne, et CHEN, Lincoln C., Cambridge, MA : Harvard University Press, 1994, pp. 127–138 ; BHATT, Ela, « Toward Empowerment », *World Development* 17, no. 7, 1989, pp. 1059–1065 ; et SHARMA, Kumud, « Grassroots Organizations and Women's Empowerment: Some Issues in the Contemporary Debate », *Samya Shakti: A Journal of Women's Studies* 6, 1991–92, pp. 28–43.

7. BANERJEE, N[arayan]. K., *Grassroot Empowerment (1975–1990): A Discussion Paper*, vol. 22, New Delhi : Centre for Women's Development Studies, 1995, p. 2, [www.cwds.ac.in/OCPaper/GrassrootEmpowerment.pdf](http://www.cwds.ac.in/OCPaper/GrassrootEmpowerment.pdf).

8. KABEER, Naila, interviewé par les auteurs, Boston, MA, 25 juin 2009.

9. JAIN, Devaki, interviewé par les auteurs, Boston, MA, 29 juin 2009.

10. BACQUÉ et BIEWENER, *L'empowerment, une pratique émancipatrice*. *Sati* est une pratique hindoue que constitue la cremation d'une veuve sur le bûcher funéraire de son mari mort.

11. Kabeer interview.

12. Alors que les féministes des États-Unis s'engagèrent dans ce qu'on a appelé la « sensibilisation », celles qui travaillaient dans la sphère du développement international furent plus directement influencées par les méthodes d'éducation populaire de Paolo Freire, connues sous le nom de *conscientisation* ou « éducation visant à créer une conscience critique », et détaillées dans son influent ouvrage, *Pedagogy of the Oppressed*, New York : Seabury Press, 1970.

13. BANERJEE, « Grassroot Empowerment », p. 9. Depuis l'indépendance en 1946, le gouvernement indien avait « habilité des commissions » à rédiger une législation ou à agir dans le cadre de la planification quinquennale nationale. Le mot était employé dans ces cas dans l'acception conforme à ses origines, l'*empowerment* étant définie en termes d'autorité ou de pouvoir délégué par l'État ou une Église, ou de droits conférés par de telles institutions.

14. Il est significatif que plusieurs professionnelles appartenant à la classe moyenne et collaborant avec des organisations communautaires aient joué un rôle particulièrement important dans l'évolution de l'interprétation de l'empowerment par les autorités vers une orientation « à la base ». Par exemple, la politologue Vina Mazumdar aida à fonder puis dirigea l'important *Centre for Women's Development Studies* à New Delhi en 1980. Elle est l'auteure de l'influent rapport au gouvernement *Towards Equality* (1974), qui offrit la première évaluation majeure de la situation des femmes en Inde. Ce rapport mit en lumière l'étendue de la pauvreté et de la marginalisation des femmes, déclenchant entre 1975 et 1977 de la part de l'*Indian Social Science Research Council* (ISSRC) une série d'initiatives de recherches qui « contribuèrent grandement à la conceptualisation/formulation/clarification du concept d'*empowerment* parmi les femmes de la base » BANERJEE, « Grassroot Empowerment », p. 9. L'avocate Ela Bhatt, pour sa part, fonda en 1972 la *Self-Employed Women's Association* (SEWA), une des premières organisations à employer une approche d'empowerment focalisée sur l'organisation des travailleuses au sein de l'énorme secteur informel de l'Inde. Elle présida ensuite la commission qui publia en 1988 l'influent *Report of the National Commission on Self-Employed Women and Women in the Informal Sector: Shramshakti (The Power of Labor)*, New Delhi : National Commission on Self Employed Women, 1988. Reflétant l'orientation gandhienne de SEWA, l'idée maîtresse du rapport concernait l'« empowerment à la base via l'organisation des femmes », BANERJEE, « Grassroot Empower-

ment », p. 9 ; voir également BHATT, « Toward Empowerment ». En outre, l'économiste Devaki Jain employa le terme empowerment dans son étude de cinq organisations communautaires de femmes, JAIN, *Women's Quest for Power*. Jain mena ses recherches à la fin des années 1970 quand elle était directrice de l'ISSRC. Elle fut plus tard membre des Comités préparatoires nationaux pour les Conférences mondiales de l'ONU sur les femmes de 1985 et 1995.

15. JAIN, Devaki, *Women, Development, and the UN: A Sixty-Year Quest for Equality and Justice*, Bloomington : Indiana University Press, 2005, p. 95.

16. SEN, Gita et GROWN, Caren, *Development, Crises, and Alternative Visions: Third World Women's Perspectives*, New York : Monthly Review Press, 1987.

17. *Id.*, p. 9 ; et HAWKESWORTH, Mary E., *Globalization and Feminist Activism*, Lanham, MD : Rowman & Littlefield, 2006, p. 72.

18. SEN et GROWN, *Development, Crises, and Alternative Visions*, p. 22.

19. *Id.*, p. 15.

20. *Id.*, p. 80.

21. *Id.*, p. 82.

22. MOSER, Caroline O. N., « Gender Planning in the Third World: Meeting Practical and Strategic Gender Needs », *World Development* 17, no. 11, 1989, pp. 1799–1825.

23. Les travaux de la travailleuse sociale indienne Srilatha Batilwala ont exercé une influence particulière. En 1991, elle prépara un document d'information sur les « programmes novateurs de développement, d'éducation [et de] empowerment des femmes en Asie du Sud » pour un atelier pour l'Asie du Sud sur le thème de « l'éducation pour l'autonomisation des femmes » organisé par la Campagne d'action contre la faim – Action pour le développement de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Publiée en 1993, cette étude devint la pierre de touche internationale pour l'approche féministe de l'empowerment et offrit certaines des analyses et caractérisations les plus approfondies de ce qu'implique une telle approche. Voir également KABEER, Nabila, *Reversed Realities. Gender Hierarchies in Development Thought*, Londres : Verso, 1994 ; MAZUMDAR, Vina, *Peasant women organize for empowerment: The Bankura experiment*, New Delhi : Centre for Women's Development Studies, 1989 ; MUNTEMBA, Shimwaayi, *Rural development and women: Lessons from the Field*, Genève : International Labour Office, 1985 ; et SHARMA, « Grassroots organizations and women's empowerment ».

24. Les critiques formulées par les féministes socialistes au féminisme libéral et, plus généralement, les débats féministes à propos du pouvoir dans les années 70 contribuèrent à l'apparition de l'approche féministe d'empowerment dans le domaine du développement. Influencées par les travaux de FOUCAULT, Michel, *History of Sexuality*, Victoria : Penguin Books, 1976 et de HARTSOCK, Nancy, *Money, Sex, and Power: Toward a Feminist Historical Materialism*, New York : Longman, 1983, ces débats furent fréquemment présentés en termes de besoin d'encourager les formes « féministes » de pouvoir, exprimées le plus souvent comme un « pouvoir intérieur », « un pouvoir d'agir » et « un pouvoir partagé », s'ajoutant au type plus traditionnel et « masculiniste » de pouvoir, celui d'« un pouvoir exercé sur ». Voir KABEER, *Reversed Realities* ; et ROWLANDS, « Word of the Times ».

25. BATLIWALA, « Meaning of Women's Empowerment », p. 134.

26. ROWLANDS, « Word of the Times », p. 11.

27. Le langage de l'« empowerment » commença également à apparaître au sein des Nations Unies au milieu des années 1990. Dans ce contexte, il était pour l'essentiel intégré à une perspective social-libérale qui associe une préoccupation profonde et constante des mesures de lutte contre la pauvreté et de la redistribution via l'aide au développement à la promotion de l'autodétermination et à l'indépendance des pays membres. À l'ONU, les féministes purent donc plaider en faveur de l'« empowerment des femmes » pour des raisons d'équité plus qu'en termes d'efficacité, de sorte qu'« égalité des sexes » et « autonomisation » ont fini par être employés conjointement à l'ONU. Ce fait est illustré, par exemple, par la réorganisation de 2011 qui centralisa toutes les initiatives de l'ONU orientées vers les femmes au sein d'une nouvelle agence appelée « ONU-Femmes : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ». Voir BIEWENER, Carole et BACQUÉ, Marie-Hélène, « Empowerment, développement et féminisme: Entre projet de

transformation sociale et néolibéralisme », in *La démocratie participative: histoire et généalogie*, éd. SINTOMER, Marie-Hélène et Yves, Paris : La Découverte, 2011, pp. 82–101 ; et BACQUÉ et BIEWENER, *L'empowerment, une pratique émancipatrice*.

28. O'BRIEN, Robert et al., éd., *Contesting Global Governance: Multilateral Economic Institutions and Global Social Movements*, Cambridge, Royaume Uni : Cambridge University Press, 2000, pp. 47–48. Les exigences exprimées par les organismes d'aide multilatérale et bilatérale en matière d'« évaluations des résultats » ont conduit à des efforts considérables de la part des défenseurs de l'égalité entre les sexes visant à identifier des moyens de mesurer et de quantifier les progrès de l'*empowerment*. Voir par exemple KABEER, Naila, « Resources, Agency, Achievements: Reflections on the Measurement of Women's Empowerment », *Development and Change* 30, no. 3, juillet 1999, pp. 435–464, pour une analyse des moyens variés de mesurer l'*empowerment*.

29. KABEER, Naila, « Conflicts over Credit: Re-evaluating the Empowerment Potential of Loans to Women in Rural Bangladesh », *World Development* 29, no. 1, janvier 2001, pp. 63–84.

30. BESSIS, Sophie, « The World Bank and Women: Instrumental Feminism », in *Eye to Eye: Women Practicing Development across Cultures*, éd. PERRY, Susan et SCHENCK, Celeste, Londres : Zed Books, 2002, pp. 10–24.

31. BEDFORD, Kate, « Doing Business with the Ladies », *Labour, Capital and Society* 42, nos. 1 et 2, 2009, p. 172.

32. *Id.*, p. 173.

33. « Ministers, Bank President, Tout Women's Empowerment as Key Development Goal », Banque Mondiale, 12 avril 2008, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTGENDER/0,,contentMDK:21727751~menuPK:336874~pagePK:64020865~piPK:149114~theSitePK:336868,00.html>.

34. RUCKERT, Arne, « Producing Neoliberal Hegemony? A Neo-Gramscian Analysis of the PRSP in Nicaragua », *Studies in Political Economy* 79, printemps 2007, p. 93.

35. *Id.*

36. *Id.*, p. 101.

37. STIGLITZ, Joseph, « More Instruments and Broader Goals: Moving toward the Post-Washington Consensus », WIDER Annual Lectures, Helsinki, Finland, 7 janvier 1998, p. 24, [www.globalpolicy.org/component/content/article/209/43245.html](http://www.globalpolicy.org/component/content/article/209/43245.html) ; et WOLFOWITZ, Paul, « Good Governance and Development: A Time for Action », (énoncé donné à Jakarta, Indonésie, 11 avril 2006), <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:20883752~menuPK:34472~pagePK:34370~piPK:34424~theSitePK:4607,00.html>.

38. Banque Mondiale, *World Development Report 2000/2001: Attacking Poverty*, New York : Oxford University Press, 2001, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/11856/World%20development%20report%202000-2001.pdf?sequence=1> ; et NARAYAN, Deepa, éd., *Empowerment and Poverty Reduction: A Sourcebook*, Washington, DC : World Bank, 2002.

39. ALSOP, Ruth et HEINSOHN, Nina, *Measuring Empowerment in Practice: Structuring Analysis and Framing Indicators*, World Bank Policy Research Working Paper 3510, Washington, DC : World Bank Publications, 2005, p. 5, [http://siteresources.worldbank.org/INTEMPowerment/Resources/41307\\_wps3510.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTEMPowerment/Resources/41307_wps3510.pdf). Toutefois, le professeur Ravi Kanbur, principal architecte du *WDR 2000/2001*, démissionna lorsque les autorités supérieures de la Banque insistèrent sur une réduction de l'importance donnée par le rapport à l'*empowerment*. Voir BRAATHEN, Einar, « New Social Corporatism: A Discursive-Critical Review of the WDR 2000/1, 'Attacking Poverty,' », *Forum for Development Studies* 27, no. 2, 2000, p. 333. En outre, comme le fait remarquer Parpart, alors que le rapport « adopte une partie du langage de l'*empowerment* et de la participation, son abondante bibliographie ne fait pratiquement aucune référence aux écrits sur le sujet ». Voir « Lessons from the field », p. 42.

40. NARAYAN, *Empowerment and Poverty Reduction*, p. 14, p. 13.

41. *Id.*, p. 8.

42. ALSOP, Ruth, BERTELSEN, Mette Frost, et HOLLAND, Jeremy, éd.s., *Empowerment in Practice: From Analysis to Implementation*, Washington, DC : World Bank, 2006, [http://siteresources.worldbank.org/INTEMPOWERMENT/Resources/Empowerment\\_in\\_Practice.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTEMPOWERMENT/Resources/Empowerment_in_Practice.pdf).

43. *Id.*, p. 1.

44. *Id.*

45. *Id.*, p. 11.

46. *Id.*

47. *Id.*, p. 3.

48. *Id.*, p. 16.

49. *Id.*, p. 2.

50. Banque Mondiale, *World Development Report 2012: Gender Equality and Development*, Washington, DC : World Bank, 2012, p. 3, <http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2012/Resources/7778105-1299699968583/7786210-1315936222006/Complete-Report.pdf>.

51. *Id.*, p. 3, p. 47.

52. *Id.*, p. 48.

53. *Id.*, p. 22 et *passim*.

54. Dans « New Social Corporatism », Braathen soutient qu'une vision sociale-corporatiste est évidente dans le *World Development Report 2000/2001* de la BM et Suzanne Bergeron identifie un « nouvel institutionnalisme » dans « The Post-Washington Consensus and Economic Representations of Women in Development at the World Bank », *International Feminist Journal of Politics* 5, no. 3, novembre 2003, pp. 397-419.

55. MOLYNEUX, Maxine, « Conditional Cash Transfers: A Pathway to Women's Empowerment? », Pathways Working Paper 5, 2008, p. 43, <http://r4d.dfid.gov.uk/PDF/Outputs/WomenEmp/PathwaysWP5web-site.pdf>.

56. RUCKERT, « Producing Neoliberal Hegemony? » ; et MOLYNEUX, « Conditional Cash Transfers ».

57. BROWN, « Neo-liberalism », p. 19.

58. BOLTANSKI, Luc et CHIAPELLO, Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard, 1999.

59. BROWN, « American Nightmare », p. 692.

60. *Id.*, p. 704.

61. CRUIKSHANK, Barbara, *The Will to Empower: Democratic Citizens and Other Subjects*, Ithaca, NY : Cornell University Press, 1999 ; RANKIN, Katharine N., « Governing Development: Neoliberalism, Microcredit, and Rational Economic Woman », *Economy and Society* 30, no. 1 février 2001, pp. 18-37 ; et BROWN, « Neo-liberalism ».

62. BROWN, « Neo-liberalism », p. 6.

63. ALSOP, BERTELSEN, et HOLLAND, *Empowerment in Practice*, p. 10, p. 11, pp. 15-18, pp. 19-20.

64. BATLIWALA, Srilatha, « Putting Power Back into Empowerment », openDemocracy, 30 juillet 2007, [www.opendemocracy.net/article/putting\\_power\\_back\\_into\\_empowerment\\_0](http://www.opendemocracy.net/article/putting_power_back_into_empowerment_0) ; CORNWALL, Andrea, « Pathways of Women's Empowerment », openDemocracy, 30 juillet 2007, [www.opendemocracy.net/article/pathways\\_of\\_womens\\_empowerment](http://www.opendemocracy.net/article/pathways_of_womens_empowerment) ; et SAREDENBERG, *Liberal vs. Liberating Empowerment*.

65. STROMQUIST, Nellie, *Feminist Organizations and Social Transformation in Latin America*, Boulder, CO : Paradigm Publishers, 2007, p. 13.

66. KABEER, Naila, « 'Growing' Citizenship from the Grassroots: Nijera Kori and Social Mobilization in Bangladesh », in *Inclusive Citizenship: Meanings and Expressions*, éd. KABEER, Naila, Londres : Zed Books, 2005, p. 196.

67. *Id.*, p. 197 ; et STROMQUIST, *Feminist Organizations and Social Transformation*, p. 21.

68. STROMQUIST, Nellie, « Education as a Means for Empowering Women », in *Rethinking Empowerment: Gender and Development in a Global/Local World*, éd. PARPART, Jane, RAI, Shirin M., et STAUDT, Kathleen A., Londres : Routledge, 2002, p. 23.

69. Voir *Pathways of Women's Empowerment*, consulté le 20 décembre 2011, [www.pathwaysofempowerment.org/](http://www.pathwaysofempowerment.org/). *Pathways for Women's Empowerment* est un consortium international de recherche et programme

de communication associant « des universitaires à des militantes et à des professionnelles pour identifier des moyens d'améliorer l'autonomisation des femmes ».

70. BATLIWALA, *Women's Empowerment in South Asia*, p. 23 ; MOLYNEUX, Maxine, « Mobilization without Emancipation? Women's Interests, the State and Revolution in Nicaragua », *Feminist Studies* 11, no. 2, 1985, p. 252 ; « Introduction », in KABEER, *Inclusive Citizenship*, p. 8 ; et STROMQUIST, *Feminist Organizations and Social Transformation*, p. 33.

71. « Introduction », in KABEER, *Inclusive Citizenship*, p. 8.

72. CORNWALL, « Pathways of Women's Empowerment ».

73. MOLYNEUX, « Mobilization without Emancipation? » ; et YOUNG, Kate, *Gender and Development: A Relational Approach*, Oxford, Royaume Uni : Oxford University Press, 1988.

74. GIBSON-GRAHAM, *Postcapitalist Politics*.

75. « Introduction », in KABEER, *Inclusive Citizenship*, p. 8. ; STROMQUIST, *Feminist Organizations and Social Transformation* ; et CORNWALL, Andrea et SCHATTEN COELHO, Vera, éd., *Spaces for Change? The Politics of Citizen Participation in New Democratic Arenas*, Londres : Zed Books, 2007.

76. BROWN, « Neo-liberalism », p. 12.

77. ALSOP, BERTELSEN, et HOLLAND, *Empowerment in Practice*, p. 11.

78. FRASER, Nancy, « Feminism, Capitalism and the Cunning of History », *New Left Review* 56, mars-avril 2009, p. 109, p. 111.

79. BROWN, « Neo-liberalism », p. 16.